



Pour faciliter les échanges commerciaux

Tebboune annonce l'ouverture de la frontière algéro-nigérienne

Page 16

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5424 - Mercredi 24 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Aid El Adha/ Faits liés à la triche au Bac

Mesures présidentielles d'élargissement au profit des jeunes détenus

Page 3

Feux, ces derniers jours

Plusieurs incendies se sont déclarés simultanément

Page 3

La contrainte au besoin, pour éviter la perte de contrôle

Par Mohamed Habili

S'ils n'empêchent pas toujours l'infection ni la réinfection, les vaccins anti-Covid réduisent néanmoins de façon particulièrement significative les formes graves de la maladie, tout en ralentissant considérablement sa transmission. La preuve en est donnée par les pays où la vaccination est la plus avancée, dont la Grande-Bretagne, où malgré le nombre à nouveau élevé des contaminations quotidiennes, une trentaine de milliers par jour, celui des décès se situe pour l'heure en dessous de la trentaine, un chiffre sans commune mesure avec celui qui avait cours avant la campagne de vaccination. On observe la même décorrélation entre les deux chiffres aux Etats-Unis, également dans tous les pays où la vaccination s'est déjà étendue à la plus grande partie de la population. C'est grâce à elle que des pays voisins comme la France, l'Espagne et l'Italie enregistrent aujourd'hui un nombre de décès quotidien du même ordre qu'en Algérie, et parfois même inférieur à lui, alors que chez nous il se situait avant-hier à 15, ce qui n'est pas habituel. Chez nous d'ailleurs, le plus dur est peut-être devant nous, étant donné que le variant delta, le plus rapidement à se transmettre, n'a pas encore pris le pas sur le variant alpha, lui-même plus contaminant que celui ou ceux l'ayant précédé.

Suite en page 3

Benbahmed suggère d'élargir la détection du coronavirus

Les pharmaciens bientôt autorisés à pratiquer les tests antigéniques

Ph/D. R.



Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed, a préconisé, hier à Alger, d'autoriser les pharmaciens d'officine à pratiquer les tests antigéniques de détection du coronavirus. [Page 2](#)

Selon un bilan de l'ANP

Plus de 1 700 harraga interceptés en six mois

Page 3

Electricité

Nouveau pic de consommation enregistré lundi

Page 16

Feux, ces derniers jours

Plusieurs incendies se sont déclarés simultanément

■ Ces derniers jours, le pays est devenu le théâtre de terribles incendies. Feux de forêt, explosions de gazoduc, incidents dans des postes électriques... au cours de ces dernières 48 heures plusieurs foyers se sont déclarés simultanément à travers plusieurs wilayas.

Par Meriem Benchaouia

A cet effet, es éléments de la Protection civile de la wilaya de Mascara sont intervenus hier matin pour éteindre les flammes causées par l'explosion d'un gazoduc à proximité du village de Benaouali, dans la commune de Zahana, a-t-on appris des services de la Protection civile de la wilaya. Selon le chargé de l'information de la direction locale de la Protection civile, le lieutenant Tahar Mehenni, un gazoduc qui transporte le gaz de la wilaya de Relizane vers la wilaya de Tlemcen a pris feu aux environs de 8h45 de la matinée d'hier, après avoir explosé pour des raisons qui n'ont pas encore été déterminées. Des agents de l'unité de la Protection civile de la commune de Zahana sont intervenus pour l'extinction de l'incendie, après que les services de la société «Sonelgaz» ont fermé les vannes de la canalisation, et leur intervention est toujours en vigueur, selon la même source, affirmant qu'aucune perte humaine n'a été enregistrée. Le gazoduc qui a explosé au niveau de sa partie située dans le village de Benaouali, dans la commune de Zahana, est d'un diamètre de 20 pouces et une pression de 20 bars, a-t-on précisé. A Ain Defla, un incident majeur a été enregistré lundi soir au niveau d'un transformateur électrique, à Khemis Meliana, sans faire de blessés, a indiqué, hier, le Groupe



Sonelgaz dans un communiqué. «Le Gestionnaire du réseau de transport de l'électricité (GRTE), filiale de Sonelgaz, a enregistré, lundi 12 juillet 2021 à 20h50mn, un incident majeur au niveau d'un transformateur 220/60kV de la wilaya de Ain Defla, soit les communes de Ben Allal, Sidi Lakhdar, Meliane, Ain Tourki, Ain Benian, Hammam Righa, Boumedfaa, Hocihia, Khemis, Bir Ouled Khelifa, Oued Djemmaa, Zine Mechiakh, Djendel, Oued Chorfa et Birbouche. Sonelgaz note, sur ce point, que «le plan de protection du GRTE a bien fonctionné et a permis de restreindre l'impact de cet incident et d'éviter des coupures plus profondes». Cet incident a été également à l'origine d'un feu

«important» qui a été «maîtrisé rapidement» grâce à l'intervention conjuguée des équipes du GRTE et de la Protection civile. «Aucun blessé n'est à déplorer», souligne la même source. Pour le rétablissement rapide de la situation, le GRTE a «immédiatement» mobilisé plusieurs équipes d'intervention : «Leur intervention a permis une reprise partielle de l'alimentation de la clientèle à partir de 22h04mn à travers la mise en œuvre d'un schéma de secours», a noté Sonelgaz, soulignant qu'«à 00h40mn, l'ensemble de la clientèle a été totalement alimentée et les travaux de remplacement des équipements endommagés engagés afin de rétablir le schéma normale d'alimentation». «Les équipes sont à pied d'œuvre pour mener les investigations complémentaires afin de déterminer les causes exactes de cet incident et de mettre en place les

éventuelles actions correctives», affirme la même source. Par ailleurs, vingt hectares de couvert végétal ont été ravagés par des incendies de forêt qui se sont déclarés depuis dimanche après-midi dans le Parc national du Djurdjura (PND) et à Tikjda (Est de Bouira), selon un bilan fourni par la Conservation des forêts. «La superficie décimée par les incendies est estimée à 20 hectares, entre chêne vert, broussailles et macquies», a précisé, à la presse, une responsable à la Conservation des forêts, Halima Karoun. Dimanche après-midi, trois foyers d'incendie ont été enregistrés non loin du Centre national des sports et loisirs de Tikjda (CNSLT), où des équipes, véhicules et camions, de la colonne mobile de la Protection civile, soutenues par des agents de la Conservation des forêts, ont été aussitôt dépêchées sur les lieux. **M. B.**

LA QUESTION DU JOUR

La contrainte au besoin, pour éviter la perte de contrôle

Suite de la page une

En France, l'arrivée d'une quatrième vague tendant à se préciser, les autorités se sont décidées avant-hier pour une vaccination obligatoire qui ne dit pas son nom. Il a suffi que le président français fasse cette annonce pour qu'il y ait une véritable ruée sur les centres de vaccination. Ce qui montre bien que c'est l'hésitation des gouvernants qui pour une bonne part entretient la réticence d'une proportion importante de la population à la vaccination. On peut se permettre en France, et ailleurs en Occident, de contraindre les gens à se faire vacciner, car le risque est faible de se trouver ensuite à court de doses de vaccins. Ce n'est pas le cas dans nos pays où l'application de la même mesure butera rapidement contre un obstacle majeur, qui est la pénurie de vaccins. Il n'en reste pas moins que cette mesure serait tout indiquée chez nous si nous parvenions plus tard à disposer de suffisamment de vaccins pour les administrer à tous ceux qui se verraient dans l'obligation de les prendre. Aujourd'hui, partout dans le monde, le choix n'est plus entre le confinement et la propagation du virus, mais entre la vaccination et une propagation pouvant conduire à la perte de contrôle. Pour nous, c'est aujourd'hui le bon moment pour intensifier la campagne de vaccination, le variant delta n'ayant pas encore prévalu. Il y a là un défi à relever, une course contre la montre qu'il est possible de remporter contre lui, d'autant que la situation épidémique ne s'est pas fortement détériorée, comme c'est malheureusement le cas en Tunisie. A moins de mille nouveaux cas confirmés, et plus d'une dizaine de décès par jour, nous pouvons nous estimer encore relativement épargnés. Il nous est certes déjà arrivé de dépasser ce niveau de mille nouveaux cas par jour, seulement c'est avec un durcissement des mesures de confinement qu'il a été possible d'y remédier. Une solution difficilement envisageable aujourd'hui. En tout état de cause, s'il faut malgré tout s'y résoudre, ce ne devrait pas être avant d'avoir rétabli les mesures barrières, l'interdiction des fêtes familiales, sans doute le principal vecteur de la propagation de la maladie dans le pays, celui des rassemblements, et le port du masque, toutes précautions oubliées depuis un certain temps déjà. **M. H.**

Aid El Adha/ Faits liés à la triche au Bac Mesures présidentielles d'élargissement au profit des jeunes détenus

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décrété, à l'occasion de l'Aïd El Adha, des mesures d'élargissement au profit des jeunes détenus pour des faits liés à la triche aux épreuves du Bac session 2021, a indiqué, hier, le ministère de la Justice dans un communiqué. «A l'occasion de la fête de l'Aïd El Adha 2021, le ministère de la Justice informe l'opinion publique que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décrété des mesures d'élargissement aux profits des jeunes détenus pour des faits liés à la triche aux épreuves du Bac session 2021», précise la même source. «Les juridictions compétentes devront prendre les mesures nécessaires à l'effet d'élargir soixante personnes pour rejoindre leurs familles et proches avant ce week-end», ajoute la même source. **Y. N.**

Selon un bilan de l'ANP

Plus de 1 700 harraga interceptés en six mois

Quelque 1 712 candidats à l'émigration clandestine, via des embarcations de construction artisanale, ont été interceptés par des éléments de l'Armée nationale populaire durant les six premiers mois de l'année en cours, dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine. A cela s'ajoute l'arrestation de 2 665 immigrants clandestins de différentes nationalités. Les détachements et unités de l'Armée nationale populaire sont parvenus, durant cette même période, à neutraliser 19 terroristes, dont 9 d'entre eux ont été abattus, 5 capturés, alors que 5 autres se sont repentis. 72 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés et 41 casemates ont été découvertes et détruites. A cela s'ajoute la destruction de 84 bombes artisanales. Les éléments de l'ANP, détaille un bilan opérationnel pour le 1^{er} semestre

de l'année 2021, ont récupéré 302 armes, 29 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 256 fusils de différents types et 16 pistolets automatiques. A cela s'ajoute la récupération d'un système de missiles anti-aéro-nefs Strella M2. Aussi, 27 roquettes, des balles de différents calibres, des chaînes de munition et de la poudre noire ont été récupérées. Les opérations des éléments de l'ANP ont également concerné la lutte contre le crime organisé. Dans ce registre, le bilan fait état de l'arrestation de 866 narcotrafiquants, la saisie de 345,9 quintaux de kif traité, 4,917 quintaux de cocaïne et plus de 1 million de comprimés psychotropes. L'on dénombre aussi l'arrestation de 6 198 contrebandiers et orpailleurs, la saisie de marteaux piqueurs, de groupes électrogènes et détecteurs de métaux. Les détachements de l'Armée

nationale populaire ont saisi 555 véhicules, plus de 2 millions d'articles pyrotechniques, plus de 587 000 litres de carburants ainsi que des produits pharmaceutiques. Concernant le démantèlement des réseaux criminels, le communiqué du ministère de la Défense nationale fait état du «démantèlement d'un réseau criminel composé de 6 individus, en leur possession 4 milliards et 108,5 millions de centimes, dont 3 milliards et 93 millions en faux billets, qu'ils ont tentés d'introduire avec la complicité des réseaux criminels marocains». Le même communiqué annonce le «démantèlement d'une cellule criminelle composée de partisans du mouvement terroriste MAK, impliquée dans la planification d'attentats et d'actes criminels lors des marches et rassemblements populaires dans plusieurs régions du pays». **Massi Salami**

Benbahmed suggère d'élargir la détection du coronavirus

Les pharmaciens bientôt autorisés à pratiquer les tests antigéniques

■ Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed, a préconisé, hier à Alger, d'autoriser les pharmaciens d'officine à pratiquer les tests antigéniques de détection du coronavirus.

Par Louisa Ait Ramdane

Intervenant sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Benbahmed a abordé les moyens de dépistage du coronavirus, estimant que la réalisation de tests antigéniques dans des pharmacies d'officine permettrait à la population de se tester dans les lieux les plus reculés du pays en évitant d'encombrer les hôpitaux.

Le ministre a précisé que ces tests, qui sont produits en Algérie à des millions d'unités, devraient être pratiqués à un prix accessible puisque leur production locale «ne revient pas cher».

Cette disposition devrait être appliquée dès que le ministère de la Santé autorisera les pharmaciens d'officine à pratiquer les tests antigéniques, a-t-il souligné.

M. Benbahmed a rassuré, par ailleurs, quant à la qualité des médicaments produits localement, affirmant qu'ils répondent aux standards internationaux, que ce soit en termes de matières premières ou pour ce qui est des processus de fabrication.

L'Algérie entamera la production des vaccins Sputnik V et Sinovac, contre le coronavirus, à partir du mois de septembre prochain.

C'est ce qu'a annoncé le ministre qui a expliqué que les aspects techniques du projet ont bien avancé, après la signature des contrats avec les deux laboratoires chinois et russe.

«En plus du vaccin russe anti-Covid Sputnik V, l'Algérie produira également le vaccin chinois», a-t-il indiqué. «D'ici la fin du mois en cours, des techniciens chinois viendront pour préparer l'arrivée des matières premières. Et comme prévu, dès septembre, nous aurons un premier vaccin fait, puis un deuxième», a annoncé le ministre. La même source a ajouté que le vaccin sera fabriqué par le groupe public Sidal de la wilaya de Constantine, avec une moyenne de 2 millions de doses mensuelles.

Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, le ministre a précisé : «On va aller même jusqu'à la fabrication de la matière première s'agissant du vaccin russe, qui va prendre un peu plus de temps». Toujours à propos du partenariat avec les Russes, Lotfi Benbahmed a fait savoir qu'il s'agissait aussi de produire des médicaments d'oncologie. «C'est un partenariat de très haut niveau qui se met en place et qui permettra à la fois de produire le vaccin et des produits issus de la biotechnologie. Ce sont des produits pour lesquels nous dépensons près de 600 millions d'euro par an», a-t-il indiqué.

Production d'oxygène médical, un surplus selon Benbahmed

La production d'oxygène médical en Algérie est passée de 120 000 litres/jour à 500 000 litres/jour, a-t-il indiqué. Le ministre a tenu à rassurer les citoyens concernant la disponibilité de ce produit crucial en pleine pandémie de coronavirus. «Cette semaine nous sommes passés au maximum de notre production, qui est de 500 000 litres/jour, grâce un producteur supplémentaire qui a ajouté 50 000 litres de production quotidienne, puisque avant on produisait 450 000 litres/jour», a-t-il dit. Il a expliqué que la légère perturbation constatée la semaine passée dans la disponibilité de l'oxygène médical au niveau des hôpitaux et des centres de soins est liée au fait que l'un des producteurs a mis à l'arrêt ses équipements en vue de les rénover. «Il est vrai qu'il y a eu des petites perturbations la semaine passée par rapport à un de nos producteurs qui devait techniquement revoir ses installations, ce qui a été fait», a expliqué le ministre. «Nous avons réuni, hier, tous les opérateurs en présence des ministres de l'Intérieur et de la Santé afin de mutualiser l'ensemble de nos moyens de production». Pour Lotfi Benbahmed, il existe un problème d'acheminement de l'oxygène vers les structures hospitalières, qui ont parfois des installations insuffisantes en termes de capacité de stockage. Le ministre a déploré, de ce fait, l'absence d'une cartographie réelle des structures hospitalières pour faire des



Ph/D. R.

coordinations précises. Le ministère de l'Intérieur a mis en place une sorte de quartier général avec une application qui va permettre de suivre, heure par heure, le niveau des stocks des hôpitaux, a-t-il annoncé. «Il faut aussi qu'il y ait, au niveau de chaque hôpital, une personne qui s'occupe de l'oxygène, parce qu'il y a aussi la question de rationalisation dans son utilisation», a suggéré le ministre.

Vaccination de 15 millions de personnes avant la fin de l'année

Invité de la Chaîne 1, le Professeur Riad Mahyaoui, membre du Comité scientifique chargé du suivi et de l'évolution de l'épidémie Covid-19 en Algérie, s'est dit satisfait de

l'opération de vaccination contre le coronavirus ces derniers jours. L'objectif des autorités, selon lui, reste de vacciner 15 millions de personnes avant la fin de cette année.

Le P Mahyaoui a constaté «un afflux des citoyens ces derniers jours, même au sein des entreprises privées, où les citoyens expriment le désir de se faire vacciner». Pour arrêter la propagation de l'épidémie, il

a insisté sur le respect des mesures barrières, même après la vaccination. «Il ne faut pas négliger les mesures de prévention, en particulier le masque de protection, jusqu'à l'acquisition de l'immunité collective, qui n'interviendrait qu'après la vaccination d'environ 80 % ou 90 % des Algériens», a expliqué le P Mahyaoui.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures Virus : 923 nouveaux cas et 16 décès

L'Algérie a enregistré 16 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (15), portant à 3 867 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 923 cas, soit 45 cas de plus par rapport au bilan d'hier (878), pour atteindre, au total, 147 883 cas confirmés.

R. N.

Covid-19

Un comité de veille de la disponibilité de l'oxygène médical mis en place

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a annoncé, hier dans un communiqué, la mise en place d'un comité de veille et de suivi de la disponibilité de l'oxygène médical et de l'approvisionnement des établissements hospitaliers, en coordination avec les secteurs concernés.

Ce comité a été mis en place à l'issue d'une réunion tenue lundi, et consacrée à l'élaboration d'un plan d'action en matière de production, de mutualisation des moyens et de disponibilité de l'oxygène médical pour l'approvisionnement des établissements hospitaliers, en riposte à la pandémie de Covid-19.

Présidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Benbahmed, la réunion a regroupé des cadres du secteur,

ceux du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et du ministère de la Santé, ainsi que les représentants des cinq producteurs d'oxygène médical actuellement opérationnels et qui sont : Linde Gas, Calgaz, Sidal, Ryanox et Aures Gaz.

Lors de cette rencontre, il a été convenu de la tenue d'une réunion hebdomadaire d'évaluation en présence de l'ensemble des intervenants pour le suivi et la mise en œuvre de cette opération et notamment l'évaluation de la production et de la mutualisation des moyens.

Le mode opératoire retenu est de mobiliser l'ensemble des moyens nationaux de production et de logistique pour assurer une disponibilité continue de l'oxygène médical au niveau des établissements hospitaliers, a expliqué le ministre. A cet effet, il a

été convenu d'augmenter la capacité de production d'oxygène médical à travers l'apport de l'oxygène industriel après validation des services compétents de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques pour un usage médical. Le communiqué a cité, dans ce cadre, l'exemple de l'entreprise Tosyali qui volontairement et bénévolement annonce une augmentation de la capacité de production de 50 000 litres/jour à 100 000 litres/jour.

De plus, il a été décidé la mutualisation des moyens logistiques de transport de l'oxygène médical pour assurer un approvisionnement continu et améliorer les délais de livraison des différentes structures hospitalières.

Il a été également convenu de la nécessité d'établir une cartographie comprenant l'implantation des sites hospitaliers utilis-

teurs, mentionnant la capacité de leurs cuves ainsi que les lieux d'implantation des producteurs à l'échelle nationale.

Selon le communiqué, le ministère de la Santé ne dispose pas actuellement de ce type de cartographie et exprime ses besoins globaux sans pouvoir préciser le détail de la capacité de stockage par wilaya et par établissement hospitalier. Une plateforme informatique (application) dédiée au suivi continu de la disponibilité de l'oxygène médical au niveau des établissements hospitaliers est en cours de finalisation par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales qui a invité les opérateurs ainsi que le ministère de l'Industrie pharmaceutique à participer à sa finalisation, ajoute la même source.

H. N.

Darguina/Béjaïa

Des villages souffrent de stress hydrique

■ De nombreux villages de la wilaya de Béjaïa vivent un grand stress hydrique depuis de longues années. Une situation qui s'est accentuée cette année avec le manque de pluviométrie et la sécheresse qui a gagné la région.

Par Hocine Cherfa

C'est le cas, notamment, des villages Ath Atik et Ath Felkaï, issus de la commune de Darguina, dans l'est de la wilaya de Béjaïa, qui souffrent depuis 25 années, selon leurs habitants. Ces derniers, qui ont maintes fois protesté contre cette situation, se sont à nouveau rassemblés avant-hier devant le siège de l'APC qu'ils ont bloqué, lançant un appel de détresse aux autorités afin de trouver une solution rapide à leur calvaire. Ils n'ont pas manqué de rappeler avoir saisi, auparavant, les autorités concernées à ce sujet. Selon eux, deux facteurs essentiels sont à l'origine de leur situation, notamment le nombre d'habitants qui a triplé et la vétusté du réseau d'AEP, réalisé, selon eux, il y a plusieurs décennies. Pour leur part,

les habitants des villages d'Iguer Ali et Ath Ouanir, relevant de la municipalité de Feraoune, ont également fermé avant-hier le siège de la mairie afin de protester contre «la marginalisation» de leurs villages qui, selon eux, «n'ont bénéficié d'aucun projet contrairement aux autres villages». Intervenant à la radio, le maire a catégoriquement réfuté tout velléité de marginalisation, puisque «les fonds qui devaient être affectés à ces hameaux n'ont pas été accordés par l'Etat comme prévu, mais que ces deniers sont bel et bien inscrits sur la liste des priorités de l'APC». Une délégation des habitants a été reçue la veille de l'action et les autorités municipales étaient étonnées de les voir procéder à la fermeture du siège de la mairie sans préavis. Les protestataires réclament, entre autres, «le revêtement de la route et la réalisation de luminaires». Hier, une réunion de travail a regroupé le directeur de l'ADE de Béjaïa et plusieurs acteurs dont le président de l'APC de Draâ El Gaïd, des élus, des associations des villages, en présence d'un représentant SRE Kherrata, des chefs de département commercial, du centre Souk El-Tennine, du secteur Kherrata et du partenaire social section Kherrata et les responsables de l'ADE Béjaïa. «La rencontre a porté sur le diagnostic de la situation de l'AEP de la commune et les mesures à prendre pour son amélioration», a souligné la cellule de communication de



l'Algérienne des eaux. «Le directeur de l'ADE a pris l'engagement de poser une pompe puissante au barrage Ighil Emda dès ce matin», a ajouté dans un post la même source. «L'amélioration de l'alimentation

en eau potable est tributaire de la gestion et du suivi des consommations des abonnés qui ne peut se concrétiser sans l'adhésion des membres de l'APC, des comités de villages, associations et les citoyens,

ceci pour faciliter l'exécution de l'opération de recensement, de pose de compteurs et de paiement des redevances des consommations d'eau potable», a souligné l'ADE.

H. C.

Industrie pharmaceutique Mobilisation des capacités de production et de distribution d'oxygène médical

LE MINISTRE de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed, a donné des instructions, lundi à Alger, concernant la mobilisation des capacités de production et de distribution de l'oxygène médical en prévision des besoins accrus des structures sanitaires, a indiqué le ministère.

Le ministre a ordonné de «mobiliser tous les producteurs d'oxygène médical, notamment les moyens de transport de cette matière en vue d'approvisionner les établissements hospitaliers», a précisé le ministère sur sa page Facebook.

Ces instructions ont été données lors d'une réunion présidée par M. Benbahmed qui a regroupé l'ensemble des producteurs d'oxygène au niveau national, à savoir Lind Gaz, Soidal, Rayanox, Calgaz et Aures gas.

La réunion s'est déroulée en présence des cadres du ministère de l'Industrie pharmaceutique ainsi que des représentants du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Santé, a ajouté la même source.

A rappeler que 878 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 580 guérisons et 15 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Par ailleurs, 36 patients sont actuellement en soins intensifs, selon la même source.

R. A.

USTO Enseignement hybride, l'efficacité appelée à être améliorée

Le système d'enseignement hybride consistant en une alternance d'enseignement en mode présentiel par vagues et en enseignement à distance (EAD), a prouvé une certaine efficacité durant l'année universitaire en cours à l'Université des Sciences et de Technologie d'Oran «Mohamed Boudiaf», tout en méritant d'être amélioré, a indiqué le P^r Hammou Bouziane Amine, rsec-tur de cet établissement de l'Enseignement supérieur.

Adopté par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en début d'année comme seule alternative pour assurer la continuité pédagogique, suite aux répercussions de la situation sanitaire infligée par le Covid-19, «ce système a montré une efficacité avec l'organisation des cours, TD et examens, malgré quelques petites lacunes qui doivent être prises en charge pour plus d'efficacité», a précisé à l'APS P Hammou Bouziane.

Les responsables du secteur

veillent ainsi à moderniser le mode d'enseignement universitaire et à prévenir les enseignants et les étudiants des risques de contamination au Covid-19, d'où le recours à ce système qui a prouvé son efficacité un peu partout dans le monde, même avant la crise sanitaire. Pour le premier axe de ce mode, qu'est le présentiel, l'USTO a appliqué l'enseignement par vagues, à raison de trois groupes par semaine, deux jours pour chacun. A ce niveau, tous les moyens ont été mis en place pour sa réussite, principalement le transport universitaire, a noté le même responsable, soulignant que les modules fondamentaux et méthodologiques se font par EAD.

S'agissant du second axe, l'enseignement à distance au niveau de l'USTO, beaucoup de choses ont été réalisées sur de bonnes bases, une interface pour tous les enseignants de l'USTO pour poster les cours

(vidéos, Powerpoint, PDF), un studio pour enregistrer les cours, TD et TP en mode vidéo, en plus de sessions de formation pour les enseignants n'ayant pas beaucoup de maîtrise des TIC.

«Auparavant, beaucoup d'enseignants postaient leurs cours, soit à travers leurs chaînes Youtube qu'ils ont eux-mêmes créées, soit à travers leurs comptes personnels sur les réseaux sociaux. Nous les avons regroupés cette année, pour mettre leurs cours dans notre plateforme afin qu'ils soient accessibles et visibles à l'ensemble des étudiants», a-t-il fait savoir.

Toutefois, des lacunes ont été constatées, car la participation des étudiants était en deçà des attentes, pour plusieurs raisons, dont le faible débit de la connexion, le manque de moyens, en particulier les PC, car beaucoup d'étudiants n'ont pas, alors que beaucoup d'entre eux résident dans les cités universitaires.

«Nous avons aussi remarqué

que les étudiants utilisaient les Smartphones pour accéder à la plateforme numérique, du coup ils n'ont pas accès à plusieurs cours enregistrés sous différents formats, ne pouvant pas être accessibles par certains types de téléphones mobiles», a-t-il précisé. Actuellement, le ministère de tutelle est en train d'effectuer une enquête d'évaluation auprès de tous les établissements de l'enseignement supérieur du territoire national sur ce système pour enrichir l'expérience et cerner les problèmes dans le but de les corriger. C'est un système qui nécessite d'être amélioré, car «nous nous ache-minons vers une période où le mode de l'enseignement à distance s'imposera inéluctablement, tant que la situation sanitaire reste telle qu'elle est puisqu'il nous sera impossible d'appliquer les mesures préventives de Covid-19 en mode présentiel dans toutes les facultés à grande affluence», conclut le P^r Hammou Bouziane Amine.

H. N.

Entreprises publiques économiques

Plus d'autonomie pour une meilleure gouvernance

■ L'experte en droit des affaires, Professeur Yakout Akroune, a appelé à «libérer» l'EPE en choisissant ses dirigeants sur la base de leurs compétences et leurs qualifications.



Professeur Yakout Akroune

Par Farid M.

Une meilleure qualification des administrateurs, plus d'autonomie dans la prise de décision, ainsi que des prérogatives plus larges des membres du conseil d'administration (CA),

sont autant de facteurs qui favorisent une meilleure gouvernance des entreprises publiques économiques (EPE), ont estimé, lundi à Alger, des experts algériens et internationaux.

Intervenant lors d'un séminaire organisé par le Conseil national économique, social et envi-

ronnemental (Cnese), sous le thème «Gouvernance des entreprises publiques économiques : le rôle des conseils d'administration», l'experte en droit des affaires, Professeur Yakout Akroune, a appelé à «libérer» l'EPE en choisissant ses dirigeants sur la base de leurs compétences et leurs qualifications.

M^{me} Akroune a précisé que l'Etat actionnaire a le droit d'exiger aux EPE des performances, «sans interventionnisme excessif qui bloque l'initiative et la prise de risque en appliquant la règle du juste milieu».

Elle a préconisé, également, que «les membres du CA bénéficient d'une totale indépendance dans la prise de décision afin de pouvoir s'opposer à une décision du président du CA qu'ils jugent défavorable à l'entreprise», expliquant que «le rôle des membres du CA est d'orienter, de contrôler mais aussi de conseiller l'équipe dirigeante de l'EPE».

M^{me} Akroune a ajouté que le président du conseil d'administration (PCA) ou président-directeur général (P-DG) d'une EPE (selon l'organigramme de l'entreprise) «doit être élu par ses pairs et non pas désigné par l'Etat en sa qualité d'actionnaire unique».

Pour sa part, l'expert économiste Naceur Bourenane a mis l'accent sur «le choix judicieux des membres du CA selon leurs qualifications pour défendre au mieux les intérêts de l'entreprise».

De son côté, le Senior économiste à l'Organisation de coopération et de développement économique (Ocde), Hans Christiansen, a souligné que «le gouvernement doit accorder une plus grande autonomie aux administrateurs des EPE dans le but de leur permettre de résister à la concurrence», ajoutant qu'«un contrôle total de l'Etat de ses EPE leur ferait perdre leur statut d'entreprises au profit d'un statut d'institutions».

A ce titre, l'Ocde ne recommande pas, selon M. Christiansen, que «des ministres siègent dans les CA du fait que leurs fonctions au sein du gouvernement puissent influencer leurs décisions au sein du CA, ces décisions qui pourraient ne pas être dans l'intérêt de l'entreprise».

M. Christiansen a préconisé que les CA soient composés de moins de fonctionnaires et plus de professionnels du management.

Intervenant à la même occasion, le directeur de l'Observatoire de l'action publique (France), P. Pierre Bauby, a indiqué que «le CA ne doit pas être une boîte de résonance des pouvoirs publics» mais plutôt avoir «un champ d'action large et une autonomie dans la prise des décisions».

Le chef exécutif de l'Institut de gouvernance des entreprises Hawkama au Centre international financier de Dubaï, D. Ashraf Gamal El Din, a expliqué, dans le même sens, que «si les administrateurs sont nommés par l'Etat, les entreprises perdront leur indépendance, notamment sur le plan économique», ajoutant que «les rôles des membres des CA consistent, notamment, à définir la stratégie de l'entreprise et agir dans l'intérêt de l'entreprise tout en gérant au mieux les risques».

Par ailleurs, le président du Cnese, Rédha Tir, a affirmé que cette rencontre vise à l'amélioration du dispositif managérial des EPE en améliorant la composante de leurs CA en matière de compétence, de vision prospective et d'indépendance, dans le but d'optimiser le rendement de ces entreprises en termes d'exploitation, d'investissement et de financement.

A noter que cette rencontre a été marquée par la présence du Conseiller à l'économie et aux finances à la présidence de la République, Abdelaziz Khellaf, et du président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (Onplc), Tarek Kour. Des représentants des entreprises publiques, à l'instar du P-DG de Sonelgaz, Chaer Boulakhras, des dirigeants du patronat et aussi des étudiants de l'Ecole nationale d'administration, de l'Institut d'économie douanière et fiscale de Koléa et de l'Ecole supérieure de commerce de l'Université de Koléa y ont également pris part.

Samia Y.

F. M.

Pétrole

Le prix progresse légèrement à plus de 75 dollars

Les prix du pétrole allaient de l'avant hier, après la publication d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) soulignant la forte reprise de la demande d'or noir le mois dernier.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait vers midi 75,57 dollars à Londres, en hausse de 0,55 % par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril de WTI pour août gagnait 0,53 %, à 74,49 dollars.

La demande mondiale de pétrole a continué à croître en juin avec la reprise économique, a annoncé hier l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pour atteindre désormais 96,8 millions de barils par jour.

A ce rythme, la demande mondiale, qui s'était effondrée avec la pandémie de Covid-19, devrait dépasser les niveaux d'avant la crise d'ici la fin 2022, selon elle. Or l'offre, à 95,6 millions de barils par jour, est inférieure, induisant une situation

de déficit favorable aux prix du brut. Ces derniers «risquent d'être volatils tant que les pays de l'Opep+ ne se seront pas accordés sur le relèvement de leur production», ajoute l'AIE.

Les pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés via l'accord Opep+ n'ont en effet pas réussi lundi dernier, après déjà plusieurs reports successifs, à s'entendre sur leurs niveaux de production à compter du mois d'août, laissant le marché cir-

conspect. Les investisseurs n'ont, par ailleurs, pas tenu compte des «faibles» données sur les importations en Chine, ont estimé des analystes. Les importations chinoises ont connu le mois dernier un tassement, a en effet annoncé hier l'administration des douanes.

Celles d'or noir se sont élevées à 9,77 millions de barils par jour, soit le troisième mois consécutif en-dessous de 10 millions de barils par jour, selon les spécialistes du marché.

Samia Y.

F. M.

Chine

Rebond surprise des exportations en juin à +32,2 %

La Chine a connu en juin un rebond surprise de ses exportations (+32,2 % sur un an), galvanisées notamment par ses ventes de produits électroniques et pharmaceutiques, a annoncé, hier, l'administration chinoise des douanes. Il s'agit du rythme de progression le plus rapide des ventes du géant asiatique depuis avril. La performance est bien meilleure qu'espéré : les économistes s'attendaient à un ralentis-

sement (+23,1 %), après une hausse de 27,9 % sur un an le mois précédent.

La situation contraste fortement avec l'an dernier quand l'activité en Chine se remettait tout juste de la pandémie du Covid-19. En juin 2020, les exportations chinoises étaient ainsi repassées pour la toute première fois en territoire positif (+0,5 %) après une paralysie de l'économie. Désormais quasi débarrassée de la maladie, la Chine a été le premier pays à

retrouver dès fin 2020 un niveau d'activité pré-pandémie. «L'économie chinoise se stabilise et s'améliore (...) et cela apporte un soutien robuste au commerce extérieur», a relevé devant la presse un porte-parole des Douanes, Li Kuiwen. Dans l'autre sens, les importations de la Chine ont connu le mois dernier un tassement : les achats chinois à l'étranger ont progressé en juin de 36,7 % sur un an, selon les Douanes. Ce rythme est

bien moins rapide que celui de mai (+51,1 %). Mais la performance est néanmoins meilleure que les prévisions d'analystes (+30 %). Quant à l'excédent commercial du géant asiatique, il a atteint en juin 51,3 milliards de dollars (43,2 milliards d'euros).

L'excédent chinois était le mois précédent de 45,53 milliards de dollars (37,42 milliards d'euros).

N. T.

Monnaies

Le dollar avance légèrement face à l'euro

Le dollar s'appréciait légèrement par rapport à la monnaie unique européenne hier, avant la publication de chiffres sur l'inflation aux Etats-Unis très attendus par les cambistes. L'euro perdait dans la matinée 0,15 % face au billet

vert, à 1,1843 dollar pour un euro. Le dollar américain a ainsi enregistré des gains modestes au cours de la première partie de la séance de d'hier. Le marché des devises reste cependant «en mode attentiste avant l'inflation américaine», soulignent les ana-

lystes. L'indice des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis, qui sera publié plus tard dans la journée, est particulièrement scruté par les acteurs du marché des devises.

Une accélération de l'inflation – qui dépasse désormais large-

ment les 2 % sur un an, cible de la Réserve fédérale (Fed) – pousse les cambistes à se demander si l'institution ne va pas durcir sa politique monétaire, ce qui rendrait le dollar plus attractif. La Réserve fédérale américaine martèle cependant qu'il est trop

tôt pour resserrer sa politique monétaire, estimant que ce phénomène sera transitoire. Mais ses responsables avaient reconnu, lors de leur dernière réunion mi-juin, avoir été surpris par l'ampleur de la hausse des prix.

R. E.

Bouira

Plus de 1 000 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

Au total, 1 002 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel durant le 1^{er} semestre 2021 à travers plusieurs communes de la wilaya de Bouira, selon les statistiques fournies par la cellule de communication de la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (DD).

Durant cette période allant du mois de janvier à juin 2021, « nous avons raccordé 1 002 foyers au réseau de gaz naturel, dont 30 foyers à Aïn Tiza 2 et à Talamine (Ath Laqsar), 45 autres à Zeboudja et Azzi (Aïn Tork) et 100 foyers à Sidi Yahia et à Moutta dans la municipalité d'Aïn Bessam (ouest de Bouira) », a expliqué la chargée de communication de la DD de Bouira, Ouidad Benyoucef.

Dans le cadre de cette même opération, un réseau de plus de 63 kilomètres a été réalisé, ce qui a permis le raccordement 128 foyers à Ouled Tadjine et à Djeddi Abdelkader relevant de la commune de Sour El Ghouzlane (sud de Bouira), selon les détails fournis par la même responsable.

« Les localités de Guerguer (Souk Lakhmis), Guerrouma Zaouia (Guerrouma), Serahna et Draâ Bouarifa (Aïn Laâloui), Ouled Boukarn et Boukouchène (Zbarbar) ont, elles aussi, bénéficié de ce projet, avec le raccordement de dizaines de foyers, chacune, au réseau de gaz naturel », a tenu à souligner M^{me} Benyoucef. La même responsable a précisé qu'il s'agit d'un projet financé par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL) et inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement.

« Ces nouveaux raccordements permettront, à coup sûr, l'amélioration des conditions de vie des populations de ces régions enclavées », a indiqué M^{me} Benyoucef.

F. S.

Saïda

Distribution prochaine de plus de 3 200 logements publics locatifs

■ Plus de 3 200 nouveaux logements publics locatifs seront distribués à Saïda avant la fin du mois de juillet en cours, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Par Lyes B.

La même source a indiqué que la grande partie de logements dans ce programme sera distribuée dans la ville de Saïda, soit 1 800, dont 1 320 à haï Boukhors et 480 unités à haï Es-Salam.

Par ailleurs, 190 autres logements de la même formule seront distribués avant la fin de l'année en cours dans la commune de Sidi Boubekeur, 140 logements à Sidi Amar, 206 à Ouled Khaled, 264 à Aïn El-Hadjar, 150 à Youb, 130 à Hassasna, 80 à Aïn Skhouana, 60 à Moulay Larbi, 48 à Tircine et 40 à Aïn zerka (commune de Ouled Khaled).

Lors du troisième trimestre de l'année en cours, 130 familles vivant dans des habitations précaires dans la commune de Ouled Khaled seront relogées dans des logements décentes dotés de toutes les commodités, dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP).

Les travaux d'aménagement extérieur de tous les nouveaux



sites d'habitat sont en cours avec le raccordement aux différents réseaux souterrains d'eau potable, d'assainissement et de gaz, en plus de la pose de l'éclairage public avec la technique «LED» et la réalisation d'espaces verts et d'aires de jeu pour les enfants. Le taux d'avancement des travaux au niveau des sites d'habitation, gérés par l'Office de promotion et de gestion Immobilière (Opgi) de la

wilaya, varie entre 80 et 90 %, a-t-on indiqué, soulignant que toutes les commissions des daires ont été informées de ces quotas de logements, dont la distribution est prévue durant l'année en cours à travers les communes indiquées, afin d'établir les listes des bénéficiaires.

La même source rappelle que depuis l'année précédente jusqu'à aujourd'hui, 4 000 logements publics locatifs ont été

distribués dans la wilaya de Saïda, et 600 familles habitant dans des habitations précaires ont été relogées dans des logements neufs et décentes.

A noter que la wilaya de Saïda dispose, globalement, d'un programme de 15 236 logements de la même formule, dont 10 524 ont été réceptionnés, alors que 4 712 autres sont en cours de réalisation.

L. B.

Constantine

Nouveaux équipements électriques pour augmenter les capacités des pompes à eau

La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (Sadeg) de Constantine a réceptionné de nouveaux équipements électriques pour augmenter les capacités des pompes à eau, en vue d'améliorer la distribution de l'eau potable aux habitants des communes de Hamma Bouziane, Ibn Ziad et Messaoud Boudjeriou, a-t-on appris auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine. Selon le chargé de communication de cette même direction, Karim Boudoula, il a été procédé dans ce cadre à la

réception et la mise en service d'un transformateur électrique à Hammam Zaoui, dans la commune de Hamma Bouziane, qui permettra d'élever la capacité des installations de 630 kilovolt-ampères (kVA) à 2 000 kilovolt-ampères et d'améliorer le pompage d'eau du puits artésien de cette localité alimentant les communes de Constantine, Zighoud Youcef, Didouche Mourad, Hamma Bouziane et Béni Hmidène.

L'acquisition de ces équipements a mobilisé le montant de 2,14 millions de DA et son installation par les agents de la

Concession locale de distribution de l'électricité et du gaz a pris 21 jours, selon la même source qui a souligné que ce nouvel équipement mettra un terme aux coupures fréquentes de l'électricité qui perturbe la distribution d'eau potable. M. Boudoula a fait état aussi de la réception de deux transformateurs électriques devant augmenter les capacités de pompage d'eau dans les deux régions d'Oued Defla, dans la commune d'Ibn Ziad, et Keid El Hamra, dans la commune de Messaoud Boudjeriou. Ces deux installations augmenteront la puissance

électrique qui passera de 160 kilovoltampères à 400 kilovoltampères, a-t-il précisé.

Ces transformateurs seront opérationnels « dans les prochains jours » afin de répondre aux besoins en électricité des installations de la Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (Seaco), a ajouté la même source qui a inscrit ces actions dans le cadre du programme de la Concession de distribution de l'électricité et du gaz visant à renforcer la couverture de la wilaya en cette énergie, notamment durant l'été.

Samy Y.

Oran

Extension de la superficie réservée à la culture du maïs fourrager à plus de 250 ha

La superficie réservée à la culture du maïs fourrager, destiné à l'alimentation du bétail (bovins), enregistre d'une année à l'autre une extension, qui a atteint cette année plus de 250 hectares contre 240 ha l'an dernier, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA) d'Oran.

Une superficie de plus de 250 ha a été réservée à cette culture dans la wilaya d'Oran, selon le

chef de service Organisation de la production et appui technique par intérim à la DSA, Messabih Mohamed Amine, qui a souligné que cette surface peut augmenter cette saison eu égard à l'intérêt accru des agriculteurs pour ce type de récoltes, surtout au périmètre irrigué de Miéta qui dispose de ressources hydriques. Le même responsable a déclaré que l'activité de production du maïs fourrager,

lancée dans la wilaya d'Oran depuis plusieurs années, connaît une extension de la superficie atteignant 240 ha lors de la saison agricole écoulée, répartis sur plusieurs régions d'Oran dont Oued Tielat, Boufatis et Gdyl, « ce qui donne une forte impulsion à la culture des fourrages verts ».

La DSA prévoit d'atteindre la production de 100 000 quintaux de maïs (aliment du bétail) cette

saison agricole. L'opération de plantation a été lancée le 15 juin dernier, a-t-il fait savoir, signalant que la quantité produite durant la saison écoulée a atteint 96 000 qx avec un rendement de 400 qx/ha. En matière d'irrigation cet été, les agriculteurs dépendent de la technique d'aspersion ou de goutte à goutte selon la capacité de chacun. « L'utilisation du goutte à goutte présente plusieurs avantages, notamment

pour ce qui est de l'économie d'eau et une augmentation du rendement », a expliqué M. Messabih. La plantation du maïs, qui sera récolté en fin septembre, permet aussi une exploitation optimale des terres agricoles. L'agriculteur réalise deux récoltes en une seule année, la première de céréales et la deuxième de maïs fourrager, qui constitue un aliment important pour les vaches laitières. A. Y.

15^e anniversaire de la disparition du grand chanteur

Une exposition en hommage à El Hachemi Guerouabi

■ Une petite exposition de photographies dédiée au parcours du chantre de la musique *châabi*, El Hachemi Guerouabi, a été inaugurée lundi à Alger par l'association culturelle El Hachemi Guerouabi, en commémoration du 15^e anniversaire de la disparition de ce chanteur et musicien emblématique.



Par Adéla S.

Une trentaine de photographies anciennes retracent le parcours de cette icône du *châabi* depuis son enfance et

ses premières scènes et fêtes familiales.

L'exposition compte également les premiers disques enregistrés par El Hachemi Guerouabi ainsi que quelques

vinyes de figures de la musique algérienne, à l'instar El Hadj Mhamed El Anka, Boudjemaâ El Anks, Mustapha Skandrani ou encore Dahmane Ben Achour.

Organisée en collaboration

avec le Palais de la culture, cette exposition rassemble également les œuvres d'une quinzaine d'artistes dans les domaines du costume, de la peinture sur verre, du travail du cuir, de la dinanderie ou de la bijouterie artisanale.

Natif d'Alger en 1938, El Hachemi Guerouabi rejoint l'Opéra d'Alger à l'âge de 15 ans, après quelques années passées dans les rangs du club de football de son quartier d'El Mouradia, où il se fait remarquer tant par son charisme au théâtre que pour sa voix particulière dans le chant.

Après l'indépendance et grâce au génie de Mahboub Bati, «*El Bareh*», «*El Werqaa*», «*El Madi*» ou encore «*Allô allô*», il parviendra à réconcilier le public de l'époque, plutôt porté sur la musique orientale ou carrément

«rock'n'roll», avec le *chaabi*.

Avec Hadj M'rzek et Mohamed Zerbout comme références dans les domaines du costume, de la peinture sur verre, de la dinanderie ou de la bijouterie artisanale, gagnant en maturité et renouant avec le *qcid* de ses débuts, deviendra l'héritier populaire des grands maîtres du genre, figure emblématique de toute une génération et gardien d'une musique en perpétuelle.

A sa dernière scène à Alger en 2005, El Hachemi Guerouabi disait refuser «*l'oubli et le confinement du *châabi**», soucieux qu'il était de la transmission et de la recherche de la relève pour le perpétuer.

Une année plus tard, le 17 juillet 2006, l'artiste s'est éteint à l'âge de 68 ans.

L'exposition hommage à El Hachemi Guerouabi se poursuit jusqu'au 17 juillet.

A. S.

Festival de Cannes2021

Pluie de stars pour Wes Anderson, chaise vide pour Serebrennikov

Le glamour et la politique : Cannes a fait passer un message de soutien au cinéaste Kirill Serebrennikov, interdit de quitter la Russie, avant qu'un bus bourré de stars, de Tilda Swinton à Adrian Brody en passant par Lyna Khoudri, ne débarque enflammer le tapis rouge pour le dernier film de Wes Anderson.

C'est en effet à bord d'un bus que sont arrivées les têtes d'affiche de «*The French Dispatch*», en lice pour la Palme d'Or. Se sont retrouvés sur le tapis rouge Bill Murray, panama sur la tête, Timothée Chalamet dans un indéfinissable costume argenté aux irisations rosées, ou encore

Tilda Swinton en robe fourreau orange, veste de costume rose cintrée et manches dorées.

Léa Seydoux par contre, testée positive il y a plusieurs jours au coronavirus, n'a pas pu venir à Cannes pour ce film, premier des quatre qu'elle doit y présenter cette année.

Le film, applaudi plus de six minutes en séance de gala, réglera les admirateurs du travail de Wes Anderson, cinéaste à l'univers sans pareil, réputé pour son obsession du détail et de la symétrie et dont les œuvres comme «*A bord du Darjeeling Limited*», «*La Vie aquatique*» ou «*L'Ile aux chiens*» propagent une douce et tendre mélancolie.

«*The French Dispatch*» met en scène un recueil d'histoires tirées du dernier numéro d'un magazine américain, publié dans une ville française fictive du XX^e siècle, et est l'occasion pour Wes Anderson de dire son amour du journalisme et de la France – version carte postale des années 1960.

L'ambiance était tout autre quelques heures plus tôt, avec la projection de l'autre film en compétition, «*La Fièvre de Petrov*». En lice pour la Palme d'Or mais bloqué dans son pays en raison d'une condamnation pénale, Kirill Serebrennikov n'a pas pu fouler le tapis rouge.

Ses acteurs ont monté les

célèbres marches la poitrine ornée d'un badge rouge à ses initiales, «KS», en signe de soutien, et ont été accueillis à leur sommet par le président du festival, Pierre Lescure et le délégué général, Thierry Frémaux, qui le portaient aussi.

«*Je t'aime, je suis fière d'être dans ton film*», a déclaré sur le tapis rouge l'actrice Tchoulpan Khamatova, soulignant que le film balançait «entre le passé soviétique, l'avenir, et ce qui se passe maintenant». Lors de la projection, le fauteuil frappé du réalisateur russe, considéré comme l'un des plus audacieux de sa génération mais puni pour son effronterie, est resté vide,

comme en 2017 lors de la présentation de «*Leto*» – il était à l'époque assigné à résidence.

Pour «*La fièvre de Petrov*», le cinéaste devait passer ses journées dans un tribunal moscovite pour son procès qu'il qualifie de «*kafkaïen*», et tournait la nuit. Le résultat est une longue déambulation alcoolisée dans une ville en proie à une épidémie de grippe. Visuellement très riche, au montage fiévreux, avec des plans séquence qui relèvent du tour de force, le film mêle un regard cru sur la violence de la société contemporaine, envers ses enfants et les étrangers notamment, et une forme de nostalgie pour le passé, abordé dans des séquences en noir et blanc.

L. B.

Foire internationale d'art contemporain à Paris

L'édition 2021 prévue pour octobre

La FIAC, principal rendez-vous annuel du monde de l'art à Paris, présentera cette année 160 galeries de 25 pays de tous les continents et se déroulera au Grand Palais éphémère en octobre après son annulation en 2020.

Cette 47^e édition de la Foire internationale d'art contemporain (FIAC) aura lieu du 21 au 24 octobre et s'accompagnera de la 2^e édition de la «FIAC Online Viewing Rooms» qui accueillera une cinquantaine de galeries supplémentaires.

La version numérique de la foire s'était tenue en mars, pour la première fois, avec 212 exposants de 28 pays, après l'annulation de l'édition 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.

Pour 2021, la FIAC retrouve plusieurs de ses habitués, dont les galeries Gagosian, White Cube, Zwirner, Templon, Hauser & Wirth, Perrotin ou encore Max Hetzler... Français ou étrangers, 32 autres participants se joignent pour la première fois à cet événement, dont Christian Berst Art Brut (Paris) ou Andrew Edlin

(New York). Malgré les restrictions sanitaires, des galeries d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient seront également présentes : Marfa (Beyrouth), Cécile Fakhoury (Abidjan et Dakar), PKM (Séoul), STPI (Singapour) etc. La FIAC sera hébergée dans le Grand Palais éphémère, hall d'exposition de 10 000 m² conçu par l'architecte Jean-Michel Wilmotte, situé sur les jardins de la Tour Eiffel, les Champs de Mars, et érigé pour pallier la fermeture du Grand Palais, pendant plusieurs années de tra-

vaux. Comme à l'accoutumée, une vingtaine de sculptures accompagneront le déroulement du rendez-vous du monde de l'art contemporain dans Paris, notamment une œuvre du sculpteur allemand de l'après-guerre, Norbert Kricke.

La FIAC est la troisième foire d'art contemporain après Art Basel (à Bâle, Suisse) et la Frieze à Londres. Art Basel, qui se tient d'habitude en juin, a été repoussée en septembre. Frieze London se déroulera en octobre.

R. I.

Agend'Art

Théâtre national algérien
Jusqu'au 15 juillet :
Présentation de la pièce de théâtre «La rue des hypocrites»

Crescendo School à Blida
15 juillet à 14h30

Après avoir reçu l'écrivaine Youssa Mouloua au mois de mai dernier, le café littéraire «La ville des roses» de Crescendo organise sa deuxième rencontre littéraire avec l'écrivain journaliste Nadjib Stambouli pour débattre autour de son dernier roman «Le mauvais génie».



Ethiopie

Nouvelle offensive rebelle au Tigré, des combats dans un camp de réfugiés

■ Les forces rebelles menaient, hier, une nouvelle offensive dans la région éthiopienne du Tigré (Nord), en proie depuis huit mois à la guerre et où les combats ont touché un camp de réfugiés selon des sources humanitaires.

Par Mourad M.

Le conflit, marqué par des atrocités ainsi que par le spectre grandissant de la famine, a connu fin juin un tournant lorsque les rebelles ont repris le contrôle d'une grande partie de la région, poussant le gouvernement à déclarer un cessez-le-feu.

«Hier, nous avons lancé une offensive dans la région de Raya (sud du Tigré) et nous sommes parvenus à mettre en déroute les divisions des forces de défense fédérales et des forces amhara», a affirmé, hier matin par téléphone à l'AFP, Getachew Reda, un porte-parole des rebelles.

«Nous sommes parvenus à sécuriser la majorité du sud du Tigré», a-t-il ajouté, précisant contrôler notamment la ville d'Alamata. Il a également affirmé que des combats se déroulaient à l'ouest.

Un porte-parole de l'armée fédérale n'était pas joignable dans l'immédiat, et il était impossible de vérifier les affirmations de M. Getachew, les réseaux de communication étant largement coupés dans la région.

Le Premier ministre, Abiy Ahmed, a lancé le 4 novembre une opération militaire dans cette région septentrionale du pays pour chasser et désarmer les autorités locales dissidentes,

issues du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF).

Fin novembre, l'armée fédérale, épaulée dans ce conflit par des troupes venues de l'Erythrée voisine et de la région de l'Amhara, a pris la capitale régionale Mekele et le gouvernement a proclamé la victoire. Mais les combats se sont poursuivis.

Fin juin, l'armée s'est retirée face à une avancée des troupes pro-TPLF, qui ont repris Mekele le 28, ainsi qu'une majorité du Tigré les jours suivants.

Dans la foulée, Addis Abeba a déclaré un cessez-le-feu. D'abord qualifié de «blague» par les forces rebelles, nommées Forces de Défense du Tigré (TDF), le principe de ce cessez-le-feu a ensuite été accepté mais sous conditions, dont celle du retour des forces amhara et érythréennes «à leurs territoires d'avant-guerre».

Durant le conflit, les Amhara se sont emparés de territoires du sud et de l'ouest du Tigré qu'ils revendiquent de longue date.

«Nous avons promis de libérer chaque centimètre carré du Tigré», a ajouté M. Getachew.

Le Conseil des droits de l'homme (CDH) de l'ONU a parallèlement appelé hier les troupes érythréennes à leur «retrait rapide et vérifiable du Tigré».

Hier matin, une source onusienne a fait état de tirs d'artillerie près d'Emba Madre, localité de l'ouest de la région.

Des travailleurs humanitaires ont également affirmé que des combats ont opposé les TDF à des soldats de l'armée éthiopienne et de l'Amhara dans le camp de réfugiés de Mai Aini, à quelques kilomètres d'Emba Madre. «Hier, il y a eu des combats à l'intérieur du camp», a déclaré une de ces sources,



REUTERS

citant des témoins sur place et précisant que les affrontements ont éclaté vers 04h00 et s'étaient calmés à la mi-journée.

Des réfugiés de ce camp et du camp voisin d'Adi Harush, qui abritent des Erythréens ayant fui le régime au pouvoir dans leur pays, ont également commencé à fuir à pied, selon ces sources.

Cette nouvelle offensive intervient deux jours après l'annonce des résultats des élections parlementaires, où le parti au pouvoir a remporté une écrasante victoire. Lauréat du prix Nobel de la paix en 2019, M. Abiy souhaitait obtenir l'onction populaire qui lui faisait défaut en cette période délicate.

L'Ethiopie est touchée par des violences ethniques et le conflit au Tigré a fait des milliers de morts et des millions de déplacés, ternissant son image réformatrice.

Selon l'ONU, plus de 400 000 personnes ont «franchi le seuil de la famine» au Tigré, mais l'aide humanitaire peine à accéder

à la région.

Lundi soir, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé qu'un convoi de 50 camions était arrivé à Mekele.

A Bruxelles, le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, a appelé lundi ses membres à considérer l'adoption de sanctions contre le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, affirmant que la situation «n'a jamais été pire» au Tigré.

De leur côté, les Etats-Unis, alliés traditionnels de l'Ethiopie, ont à nouveau affirmé lundi que des «actes de nettoyage ethnique» ont eu lieu au Tigré et appelé toutes les parties à protéger les civils.

«Tout enjeu d'une telle importance nationale, tel celui des frontières, devrait être décidé par le peuple éthiopien dans le cadre d'un dialogue national, pas par le canon des armes», a déclaré le porte-parole du Département d'Etat, Ned Price.

M. M.



Commentaire

Communiste

Par Fouzia Mahmoudi

Si les relations entre Cuba et les États-Unis ont semblé sous le second mandat de Barack Obama sur le point de connaître une amélioration historique, la situation s'était beaucoup dégradée sous la présidence de Donald Trump qui avait même remplacé l'île sur la liste des États parrains du terrorisme. Et sous la présidence de Joe Biden les choses ne semblent pas aller beaucoup mieux entre les deux pays voisins. En effet, le Président cubain Miguel Diaz-Canel a rendu responsable, lundi, le gouvernement américain des manifestations historiques survenues la veille, via sa «politique d'asphyxie économique», tandis que Washington et l'Union européenne appellent au calme. A la télévision, le dirigeant communiste a assuré que son gouvernement essaie d'«affronter et de vaincre les difficultés face aux sanctions américaines», renforcées sous d'administration Trump (2017-2021). «Que cherchent-ils ? Provoquer des troubles sociaux, mais aussi le fameux changement de régime», a-t-il dénoncé. Des accusations qualifiées de «grave erreur» par le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, ce qu'a contesté le chef de la diplomatie cubaine Bruno Rodriguez, fustigeant «le renforcement de la politique de siège économique en pleine pandémie». Le Président Biden a, lui, appelé «le régime cubain à entendre son peuple et son appel vibrant à la liberté», en se gardant de toute «violence» contre les manifestants. Même ton du côté de l'Union européenne, dont le chef de la diplomatie, Josep Borrell, a demandé «aux autorités d'autoriser ces manifestations et d'écouter le mécontentement des manifestants». Les rues de La Havane étaient quant à elles sillonnées par la police et l'armée, mais le calme était revenu après les échauffourées de la veille. Plusieurs dizaines de personnes, dont des journalistes indépendants cubains, ont été arrêtés et leurs proches se pressaient lundi aux abords des postes de police pour avoir des nouvelles. En fin de journée, une manifestation d'une centaine de personnes a éclaté dans un quartier de La Havane, la Güinera, aux cris de «A bas le communisme» et «Patrie et vie» (du nom d'une chanson polémique), avant des heurts avec les forces de l'ordre qui ont arrêté au moins cinq personnes. Excédés par la crise économique qui a aggravé les pénuries d'aliments et de médicaments et poussé le gouvernement à couper l'électricité plusieurs heures par jour, des milliers de Cubains étaient sortis spontanément dimanche dans les rues de dizaines de villes et villages, aux cris de «Nous avons faim», «Liberté» et «A bas la dictature». Une mobilisation inédite à Cuba, où les seuls rassemblements autorisés sont généralement ceux du Parti communiste (PCC, unique). Grand soutien des autorités cubaines depuis l'époque soviétique, la Russie a quant à elle mis en garde contre toute «ingérence étrangère (...) qui favoriserait la déstabilisation de la situation sur l'île». Reste à voir si ces manifestations, dont les portées sont pour le moment très limitées, vont s'étendre ou s'éteindre dans les jours qui viennent, et surtout si Joe Biden continuera à soutenir les manifestants, prenant par là même le risque de rendre tout dialogue avec le régime cubain impossible. Sur le dossier de l'immigration illégale, le président démocrate a démontré ces derniers mois qu'il partageait la même vision que celle de Donald Trump, il semblerait que cela soit aussi le cas sur le dossier cubain. Finalement, loin de ressembler à celui de Barack Obama dont il a été le vice-président durant huit ans, le début de mandat de Joe Biden se rapproche finalement beaucoup plus de celui de Donald Trump que l'on aurait pu le penser.

F. M.

Sénégal

L'Assemblée nationale valide le nouveau code électoral

Le Parlement sénégalais a validé lundi, à la majorité des voix, le projet de loi consacrant un nouveau code électoral issu d'un dialogue politique, ont rapporté des médias locaux hier.

Réunis en session extraordinaire, les députés ont voté à l'issue de débats le nouveau code électoral consensuel.

Un dialogue politique avait été lancé dans cette perspective, en janvier 2020, pour déboucher sur un document approuvé des différentes parties prenantes, à savoir la majorité, l'opposition et la société civile.

Les points d'accord devaient être entérinés par le président dont l'arbitrage était aussi atten-

du sur les points de discord.

«Des points cruciaux comme l'utilisation du bulletin unique pour la présidentielle ou encore la mise sur pied d'un organe indépendant pour l'organisation des élections, toutes réclamées par l'opposition, n'ont pas été pris en compte», a dénoncé Déthié Fall, un député de l'opposition.

Venu défendre le projet, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Antoine Félix Diome, a assuré que les points n'ayant pas fait l'objet de consensus n'ont pas été retenus.

«165 réunions ont été organisées en 20 mois pour aboutir au nouveau code électoral. Le contenu et la rédaction des 65 articles ont fait l'objet d'un

consensus de tous les acteurs», a indiqué Diome.

Le vote du nouveau code devait se tenir, selon Diome, avant le 23 juillet. Ceci pour être en conformité avec les conditions fixées par la Cedeao en perspective des élections locales du 23 janvier 2022.

Les législatives se tiennent aussi en juin 2022 et la présidentielle en 2024.

Les locales devaient se tenir en juin 2019 avant d'être reportées à mars 2021 puis à janvier.

L'innovation majeure apportée par le nouveau code électoral pour les locales est l'élection des maires et présidents de conseils départementaux au suffrage universel direct.

Y. B.

Pérou/Pour les populations indigènes

Les satellites comme moyen de lutte contre la déforestation

Des patrouilles de populations indigènes équipées de smartphones et de données satellites ont permis de fortement réduire la déforestation illégale dans la forêt d'Amazonie au Pérou, selon les résultats d'une expérience publiée lundi.



Par Maya N.

L'étude, parue dans la revue «*Proceedings of the national academy of sciences*» (Pnas), démontre que la reconnaissance des droits des populations indigènes sur leur territoire peut constituer une puissante

force contre la crise climatique, selon ses auteurs.

L'expérience en essai randomisé contrôlé a évalué l'impact de patrouilles indigènes dans les forêts sur la réduction de la déforestation, lorsque ces patrouilles étaient équipées de matériel d'alertes par satellites.

Les résultats affichent une

chute de 52 % de la déforestation en 2018 et de 21 % en 2019, dans les villages qui se sont vu attribuer au hasard matériel et formation, comparés à ceux non-équipés.

Les réductions étaient particulièrement importantes pour les villages faisant directement face aux menaces d'orpaillage illégal,

d'abattage forestier illégal et de plantation de cultures prohibées comme la plante à coca, utilisée dans la fabrication de la cocaïne.

L'étude a été réalisée par des chercheurs de l'université de New York et l'université Johns-Hopkins, en collaboration avec la Rainforest Foundation US (RFUS) et l'Organisation des peuples indigènes de l'Amazonie orientale (Orpio).

Menée dans 36 villages indigènes Shipibo de Patria Nueva et de Nueva Saposoa dans l'Amazonie péruvienne, l'étude a été appuyée par des photos fournies par le Pérou et son satellite SAT-1, lancé en 2016 et qui survole le pays 14 fois quotidiennement.

Trente-sept autres villages ont été assignés comme contrôle dans l'étude, sans changement dans leurs pratiques de gestion de la forêt.

Une fois par mois, des coursiers naviguaient sur l'Amazonie et ses affluents pour délivrer des clés USB contenant des photos satellites et des informations

GPS aux villages isolés.

Les personnes désignées pour la surveillance téléchargeaient ces informations sur des applications spécialisées sur smartphones qu'elles utilisaient pour guider les patrouilles jusqu'aux sites de potentielle déforestation.

Dans les cas où ils trouvaient de tels sites, les preuves étaient présentées à une assemblée de membres de la communauté.

A eux ensuite de décider quelle action prendre, soit repousser les auteurs des infractions hors des terres du village par leurs propres moyens, soit faire appel aux forces de l'ordre dans certains cas, comme lorsque des trafiquants de drogue étaient impliqués.

«Le but essentiel est de remettre les informations sur la déforestation dans les mains de ceux les plus touchés par ses conséquences, et qui peuvent agir contre», affirme Tom Bewick, directeur de la zone Pérou pour RFUS.

Au cours des deux ans que l'étude a duré, près de 456 hectares de forêt tropicale ont été épargnés, permettant d'éviter de relâcher plus de 234 000 tonnes d'émissions de CO₂.

«Les résultats représentent un argument fort pour accroître les investissements et reproduire le modèle», soutient Tom Bewick, ajoutant : «Ce serait bon pour le futur, pas seulement pour le Pérou mais pour notre planète».

M. N.

Selon l'ONU

Le monde est «terriblement en retard» pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030

Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré que le monde était «terriblement en retard» pour atteindre les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, citant des statistiques de l'organisation selon lesquelles entre 720 millions et 811 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2020, soit quelque 161 millions de plus que l'année précédente. «Des coûts importants, associés à la persistance de niveaux de pauvreté élevés et d'inégalité de revenus, continuent de priver environ 3 milliards de personnes de l'accès à une alimentation saine,

dans toutes les régions du monde», a indiqué le SG de l'ONU dans un communiqué, soulignant l'importance du sommet mondial sur les systèmes alimentaires qui aura lieu en septembre.

Bien que la faim soit en hausse depuis plusieurs années, M. Guterres a déploré qu'en 2021 «nous échouons à fournir ce qui est un droit fondamental pour les populations du monde». Et le Covid-19 n'a pas seulement aggravé la situation, mais a également intensifié les liens entre l'inégalité, la pauvreté, la nourriture et les maladies, a-t-il noté.

Malgré une augmentation de 300 % de la production alimen-

taire mondiale depuis le milieu des années 1960, selon le secrétaire général, «la malnutrition est un facteur majeur contribuant à réduire l'espérance de vie».

Comme le reconnaît le programme de développement 2030, la faim et la malnutrition sont interconnectées et doivent être traitées conjointement avec d'autres défis mondiaux. «Il est temps de tenir notre promesse», a appelé le SG de l'ONU.

M. Guterres a souligné que dans un monde d'abondance, il est inacceptable pour des milliards de personnes de ne pas avoir accès à une alimentation saine et a mis en garde contre le fait que l'heure tourne pour effec-

tuer «les changements urgents» nécessaires afin de limiter la hausse de la température mondiale.

Décrivant les aspects sociaux, environnementaux et économiques des systèmes alimentaires comme «importants», il a précisé : «Notre relation avec la nourriture est une partie fondamentale de tous les aspects de la vie sur terre».

Notant que l'agenda 2030 présente le plan pour se relever du Covid-19, le Secrétaire général de l'ONU a souligné que l'investissement dans les changements du système alimentaire serait de nature à soutenir la transformation.

Halim N.

Chine Ouverture du Forum écologique mondial de Guiyang

Le Forum écologique mondial de Guiyang 2021, l'unique forum mondial organisé au niveau national par la Chine sur la civilisation écologique, a débuté, lundi à Guiyang, capitale de la province chinoise du Guizhou (sud-ouest).

L'événement de deux jours, axé sur la transition verte et à faible teneur en carbone du pays pour bâtir une communauté de vie pour l'humanité et la nature, présentera de multiples activités en ligne et hors ligne. Plusieurs invités devraient participer à l'événement en ligne, tandis qu'environ 500 invités participeront au forum sur place, selon l'Agence Chine nouvelle.

Outre des conférences, des expositions, des foires commerciales et des activités de promotion concernant les industries respectueuses de l'environnement se tiendront lors de l'événement. Depuis sa création en 2009, le Forum a organisé avec succès 10 sessions.

N. H.

Loi de protection de l'environnement

Les Slovènes rejettent par référendum un amendement, camouflet pour le Premier ministre

Les Slovènes ont rejeté dimanche, au cours d'un référendum, un amendement à une loi de protection de l'environnement, un revers pour le Premier ministre, Janez Jansa, qui fait l'objet d'une vive contestation depuis des mois.

Selon les premiers résultats, plus de 86 % des votants ont dit non à ce texte adopté en mars qui, selon les écologistes, ouvre la voie à la privatisation par le gouvernement du littoral ainsi que des berges de rivières et de

lacs, avec un impact à terme sur la qualité des eaux et l'environnement.

La loi précédente n'autorisait aucune construction d'infrastructures et de bâtiments publics et privés susceptibles de bloquer l'accès aux plans d'eau mais désormais le gouvernement pourra accorder des exceptions.

Le référendum a été organisé à l'initiative d'une alliance d'organisations civiles et environnementales, qui ont réuni bien au-delà des 40 000 signatures

nécessaires. Dans un communiqué, Nika Kovac, une initiatrice de la campagne, a salué le fait que près d'un demi-million de citoyens avaient voté contre le texte, dans un pays de deux millions d'habitants.

«Ce résultat reflète également les désaccords de la population avec la classe politique actuelle», a-t-elle souligné.

Janez Jansa, qui a échappé ces derniers mois à deux motions de défiance, est accusé d'avoir limité les droits de ses

compatriotes sous le prétexte de la lutte contre la pandémie, en ciblant particulièrement les médias.

Plusieurs manifestations d'ampleur ont eu lieu en mai et juin dans la capitale Ljubljana pour demander son départ.

Le dirigeant conservateur suscite aussi l'inquiétude au niveau des institutions européennes, la Slovénie venant de prendre la présidence semestrielle de l'UE.

T. G.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Pour faciliter les échanges commerciaux

Tebboune annonce l'ouverture de la frontière algéro-nigérienne

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé hier à Alger l'ouverture de la frontière terrestre entre l'Algérie et le Niger pour faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays.

Lors d'un point de presse conjoint avec le président nigérien, Mohamed Bazoum, au terme de l'audience qu'il lui a accordée au siège de la Présidence de la République, le Président Tebboune a remercié son homologue pour "la visite fraternelle qu'il effectue en Algérie à la tête d'une importante délégation de tous les secteurs".

Le président de la République a précisé que les entretiens préliminaires entre les deux parties faisaient ressortir la "totale convergence" des deux pays sur l'ensemble des points évoqués par la par-

tie nigérienne en faveur du "renforcement de la coopération dans tous les domaines, notamment l'hydraulique, le pétrole et les échanges commerciaux".

Le Président Tebboune a, dans ce cadre, fait savoir que les deux pays avaient convenu de "l'ouverture de la frontière pour l'exportation des produits algériens vers le Niger et l'importation des produits nigériens" et de la nécessité d'une "politique claire" concernant les Nigériens travaillant en Algérie dans divers secteurs.

Dans le domaine de la coopération sécuritaire, le président de la République a fait état d'un "total accord" entre les deux pays en la matière, soulignant l'approbation de toutes les propositions de la partie nigérienne, notamment s'agissant de la formation.

R. N.

Enseignement supérieur

Plus de 1 000 maîtres de conférences promus au rang de professeur

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a annoncé, mardi à Alger, la promotion de plus de 1 000 maîtres de conférences au rang de professeur de l'enseignement supérieur au titre de la 45^e session de la Commission universitaire nationale (CUN). Sur 1 463 candidats, toutes spécialités confondues, pour le grade de professeur de l'enseignement supérieur, 1 171 maîtres de conférences ont été promus, soit près de 80 % des candidats, a indiqué M. Benziane dans son allocution, lors de la cérémonie d'annonce des résultats de la 45^e session de la commission universitaire nationale de promotion des maîtres de conférences «A» au rang de professeur. Le nombre de de professeurs a augmenté, après cette session, de 8 392 à 9 563 professeurs de l'enseignement supérieur, sans compter les professeurs hospitalo-universitaires, a-t-il précisé. Les travaux de cette session ont été menés sur la plateforme numérique Progrès du 1^{er} au 12 juillet en cours. Il s'agit de la deuxième session où les dossiers des candidats ont été traités par voie numérique dès le début de la soumission des dossiers de candidature jusqu'à l'annonce des résultats, et ce, dans le cadre de la stratégie du secteur visant à généraliser la numérisation, a ajouté le ministre. Il a mis en avant, à ce titre, «le rôle pri-

mordial de la numérisation dans la facilitation et la simplification des procédures, tant pour les candidats dont le nombre a augmenté de 10 %, que pour les superviseurs de ce cette session», relevant que cette démarche avait également permis de réduire les dépenses de gestion à l'image des concours nationaux, et d'améliorer la qualité et la transparence lors du traitement des différents dossiers. «Opter pour la numérisation des opérations similaires témoigne de l'adhésion de la communauté universitaire en général et les enseignants chercheurs en particulier à cette tendance», a-t-il souligné, ajoutant que son département ministériel œuvrait à «l'amélioration constante de la plateforme dédiée à la promotion de l'enseignant d'une session à une autre». Après avoir distingué plusieurs membres de la Commission universitaire nationale, M. Benziane a indiqué que la promotion sur les plans de l'encadrement pédagogique et de toutes les spécialités «contribuera au perfectionnement de la performance pédagogique et scientifique de l'université algérienne, tout en l'appuyant pour améliorer son classement mondial». Elle contribuera aussi «au soutien de la recherche scientifique face aux produits de ces élites en matières scientifiques, dont les études et les articles scientifiques publiés dans des revues reconnues». **Bilal C.**

Les Algériens et la vaccination



Electricité

Nouveau pic de consommation enregistré lundi

■ La consommation nationale en énergie électrique a enregistré, lundi après-midi, un nouveau record, suite aux fortes chaleurs, a indiqué, hier, le Groupe Sonelgaz dans un communiqué.

Par Aymen H.

«La puissance maximale appelée a atteint, lundi 12 juillet 2021 à 14h30, un record historique de 16 065 mégawatts (MW), soit une hausse de 9,2 % par rapport à la journée la plus chargée à la même période en 2020 (14 714 MW, enregistrée le 28 juillet 2020 à

15h00)», précise la même source. Cette forte demande d'électricité est due à la vague de chaleur exceptionnelle qui touche l'ensemble du pays depuis quelques jours, explique la même source. Selon Sonelgaz, «les températures enregistrées sont en effet supérieures de 9 °C par rapport aux normales saisonnières : la température moyenne

de la journée du 12 juillet 2021 était de 39 °C. Elle est supérieure de 7 °C par rapport à la journée de pointe du mois de juillet 2020». Pour rappel, le dernier pic historique de consommation avait été enregistré le mercredi 7 août 2019 à 14h30. La puissance maximale appelée avait atteint 15 656 MW, soit un taux d'évolution de 2,6 %. **A. H.**

Finances

Six PME préparent leur entrée en Bourse

Six petites et moyennes entreprises (PME) du secteur privé se préparent actuellement pour une introduction prochaine dans la Bourse d'Alger, en vue de lever des fonds pour financer leurs projets d'investissements, a indiqué, hier à Alger, le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), Abdelhakim Berrah. S'exprimant en marge de la cérémonie de clôture de la troisième édition de la compétition «Algeria Startup Challenge», M. Berrah a affirmé que les six entreprises se préparent à une entrée en Bourse dans le cadre d'un appel à l'épargne public devant permettre de financer leurs projets d'investissements. «Dès que le contexte général le permet, notamment une fois que la pandémie de Covid-19 sera dépassée, nous allons introduire les six entreprises qui ont presque finalisé le processus de leur adhésion au marché boursier», a sou-

ligné le président de la Cosob. Les montants qui seront sollicités par ces entreprises vont permettre aussi d'entreprendre un travail «pédagogique» en impliquant les ménages dans la lutte contre l'informel, a-t-il également mentionné. Selon le président de la Cosob, «le processus d'introduction en Bourse des entreprises algériennes a connu un retard à cause des effets de la crise sanitaire», assurant que «les sociétés ont fait face à d'énormes difficultés depuis une année et demie, à telle enseigne que des réunions et des conférences importantes n'ont pas pu se tenir suite aux mesures de lutte décrétées par les autorités contre la pandémie». «Nous souhaiterions que la situation sanitaire s'améliore en septembre prochain pour relancer les projets engagés», a-t-il déclaré. Par ailleurs, M. Berrah a annoncé le lancement du laboratoire de la finance «FinLab» qui sera actif officiellement dans les prochains

jours, et ce, dans l'objectif de développer un «écosystème favorable à l'économie de la connaissance». Il s'agit d'un «accélérateur» créé par la Cosob, Algeria Venture, et des compagnies d'assurances publiques et qui dépendra du ministre délégué de l'Economie de la connaissance et Start-up, a-t-il ajouté. Ce laboratoire sera élargi à d'autres acteurs notamment privés, pour développer toutes les applications et technologies appliquées relatives à la finance, a mentionné M. Berrah, assurant que le secteur de la Finance est une des «industries les plus développées et qui nécessite un travail permanent avec les jeunes porteurs de projets». La Cosob est partenaire du programme «Algeria Startup Challenge», une compétition dédiée à l'entrepreneuriat innovant en Algérie et pour laquelle plus de 950 projets ont été reçus depuis son lancement en 2018.

Yanis H.